

Grand angle

Risque-pays

Le Maroc fait preuve d'une résilience fragile

● L'expert français de l'assurance-crédit «Coface» vient de dégrader la note de nombreux pays dont la Tunisie et plusieurs émergents. Il maintient toutefois une évaluation stable pour le Maroc tout en rappelant les faiblesses structurelles dont souffre le pays et en jugeant insuffisant le climat des affaires.

La révision trimestrielle des évaluations risque-pays Coface a maintenu inchangée la note accordée au Maroc. Une note «A4» pour l'évaluation du risque et du climat des affaires, synonyme de stabilité et de résilience mais qui s'avère également indicatrice du peu d'amélioration des agrégats macro-économiques du pays. La Coface, qui vient de dégrader de nombreux pays surtout en Amérique latine, n'a pas jugé utile de revoir l'évaluation accordée au royaume. Parmi les pays «downgradés» figurent notamment le Brésil, le Chili ou encore l'Équateur. La Coface a également revu la surveillance positive accordée à certains pays comme l'Arménie, la Malaisie ou encore la Tunisie. Pour ce dernier pays, il existe une grande probabilité d'entrer en récession, suite au choc économique généré par les récents attentats, notamment sur le secteur du tourisme. «La persistance du risque terroriste et la montée des tensions sociales au sein des secteurs précédemment touchés par la crise ont effacé les premiers effets positifs de la transition politique», juge l'expert français de l'assurance-crédit. Pendant ce temps, le Maroc fait preuve de stabilité et ce, malgré la dégra-

	PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES			
	2012	2013	2014	2015(P)
Croissance PIB (%)	2,7	4,4	2,9	4,5
Inflation (moyenne annuelle)	1,3	1,9	0,4	1,5
Solde budgétaire / PIB (%)	-7,4	-5,2	-4,9	-4,3
Solde courant / PIB (%)	-9,7	-7,6	-5,8	-3,4
Dettes publiques / PIB (%)	59,7	63,4	63,9	65,5

SOURCE : COFACE

de la situation régionale et le risque sécuritaire. Pour la Coface, les principaux points noirs de l'économie marocaine demeurent la dépendance agricole et la vulnérabilité vis-à-vis de la conjoncture européenne. Si le pays est bien parti pour réaliser un taux de croissance d'environ 5% en 2015, cette performance reste néanmoins tributaire des bons résultats de la campagne agricole. Une situation de dépendance longtemps dénoncée par les observateurs tant nationaux qu'internationaux. Dans sa récente notation de l'économie marocaine, le CMC a rappelé que la structure, en volume, du PIB dépend encore, pour près de 14% de la valeur ajoutée du secteur primaire qui occupe près de 40% de la population active. Pour leur part, les activités non agricoles, sans faire preuve de grandes performances, se main-

tiennent avec de faibles fluctuations autour d'une tendance moyenne, de l'ordre de 4%. Quant au secteur tertiaire, des services marchands et non marchands, il avoisine les 60% du PIB en volume et demeure fortement miné par le secteur informel. Concernant les autres indicateurs économiques, l'état des finances publiques continue d'inquiéter. Malgré les efforts consentis en termes de réduction des subventions se traduisant par une réduction du déficit budgétaire, la hausse de l'endettement public est une menace à ne pas négliger. «Cet endettement est principalement interne. La partie externe pour sa part demeure remboursable à des conditions concessionnelles, donc avantageuses», explique la Coface. Pour le Centre marocain de conjoncture (CMC), il faudrait toutefois faire

●●●
Le Maroc garde la note «A4» pour l'évaluation du risque et du climat des affaires, synonyme de stabilité et de résilience.

preuve de plus de prudence. «On fait peu de cas de l'absence d'une réelle stratégie de l'endettement, à partir du moment où l'important semble être la maîtrise technique du mécanisme de gestion de cette dernière», déplore le Centre. Dans le registre des bonnes nouvelles, la balance commerciale se porte mieux. L'augmentation de la demande mondiale adressée au Maroc ainsi que la baisse de la facture énergétique permise par la faiblesse du cours des hydrocarbures mondiaux favorisent une contraction du déficit de la balance commerciale. Le raffermissement des transferts des MRE compenserait sur le restant de l'année le déficit de la balance commerciale. Autre point saillant, la Coface juge que des avancées supplémentaires sont nécessaires en matière de simplification des procédures administratives et d'amélioration du cadre juridique et foncier. La batterie de mesures prises par le Comité national de l'environnement des affaires (CNEA), présidé par le chef du gouvernement, ne semble donc toujours pas donner d'effets. Il s'avère donc urgent de concrétiser les chantiers lancés par ce comité qui devrait offrir plus de visibilité concernant le degré d'attractivité du pays. Enfin, le système bancaire semble toujours satisfaisant. La Coface explique qu'il s'agit d'un des systèmes les plus développés d'Afrique (hors Afrique du Sud) et qu'il demeure suffisamment capitalisé et rentable. L'expérience de paiement Coface à ce niveau est «correcte et les taux de recouvrement satisfaisants». L'agence plaide toutefois pour un meilleur accès des TPE/PME aux crédits. ●

PAR **AYOUB NAÏM**
a.naim@leseco.ma

Les pays émergents dans la tourmente

La situation chez nos principaux partenaires, principalement dans la zone euro, semble être porteuse d'une relance. En effet, la croissance mondiale continue de se redresser même si son rythme ne devrait pas excéder 3% pour la quatrième année consécutive. Les économies avancées vont nettement mieux. C'est notamment le cas des États-Unis qui a vu son activité bondir au 2^e trimestre avec des prévisions de croissance de 2,5% en 2015. En zone euro, la croissance devrait avoisiner 1,5% avec la reprise graduelle de l'activité durant les prochaines années. En revanche, la situation des pays émergents inquiète la Coface qui a revu à la baisse plusieurs de ses évaluations. Malgré des prévisions de croissance de 3,5% en 2015 et de 4,2% en 2016, les émergents évoluent dans un contexte assombri par la faiblesse des prix des matières premières et la dépréciation des taux de change face au dollar. L'activité de plusieurs grands émergents ralentit (Chine, Turquie, Afrique du Sud) ou subit une récession (Russie et maintenant le Brésil). L'effondrement récent de la bourse chinoise et ses conséquences sur les prix des matières premières n'a fait qu'accroître ces faiblesses. Selon Coface, le risque pays dans les émergents restera un point de vigilance majeur cette année.